

*Les subsides*

● (1720)

*[Traduction]*

On a annoncé par la suite que le gouvernement fédéral injecterait 27 millions de dollars dans le programme et que le Québec y injecterait 4 millions et payerait les frais d'administration.

*[Français]*

Cela, c'est une entente! Cela, c'est un règlement intervenu entre deux gouvernements responsables qui ont négocié, qui ont pris le temps de voir quels étaient les besoins dans chacune des régions du Québec, monsieur le Président. J'y ai participé personnellement, et je peux dire que de nombreux députés de la «députation» québécoise de notre parti y ont travaillé avec acharnement, ont rencontré à de nombreuses reprises les producteurs agricoles de toutes les régions pour connaître quels étaient les besoins, les comprendre et être en mesure d'y répondre avec une procédure, avec un programme adéquat, qui a été accepté par le Québec, qui a été accepté par les producteurs.

J'ai reçu aujourd'hui, monsieur le Président, une lettre de remerciements du président de la Fédération des producteurs de l'UPA, de l'Union des producteurs agricoles, pour trois grandes régions: Québec-Est, Québec-Ouest, Québec-Centre. Je l'ai reçue ce matin, à mon bureau, qui nous remerciait, moi personnellement, et les députés québécois intéressés au secteur agricole, d'avoir travaillé pour les producteurs agricoles. Cela ne fait pas 20 ans, cela fait six mois. Et on a travaillé et on y est arrivé et on a eu un arrangement, c'est une trentaine de millions qui ont été dépensés au Québec.

Monsieur le Président, un autre secteur important qui vient d'être réglé il y a quelques semaines: c'est celui de l'assistance aux producteurs de betteraves à sucre. Le 18 avril, le gouvernement a annoncé...

*[Traduction]*

... qu'il accorderait une aide financière maximum de 8 millions ou de \$10 la tonne aux producteurs de betteraves sucrières de l'Alberta, du Manitoba et du Québec, en collaboration avec les gouvernements de ces provinces. Des ententes ont, depuis lors, été conclues avec le Manitoba et le Québec, mais les producteurs de l'Alberta ne cultiveront pas de betteraves sucrières cette année.

*[Français]*

Nous avons eu une entente avec les producteurs de betteraves à sucre. Nous avons été sensibilisés à cette question. Nous nous sommes assis avec eux, nous avons réfléchi, nous avons obtenu des ententes. Nous avons encore quelques négociations. Nous avons certains problèmes avec une des provinces, mais nous sommes quand même allés de l'avant pour sauver nos producteurs agricoles qui étaient en difficulté, qui rencontraient des difficultés importantes. Et je pense que c'est important de constater, monsieur le Président, les réalisations qui sont faites dans ce secteur. Nous étions conscients de la difficulté que rencontraient les producteurs de betteraves à sucre partout au Canada, avec un marché étranger, actuellement, qui est difficile, mais nous les avons «supportés». Ce n'est pas du vent cela. C'est de la réalité. C'est concret, c'est sur la table.

*[Traduction]*

Je passe maintenant à la question du laboratoire de pathologie animale du Collège vétérinaire de l'Ontario. Lors de son

passage à Guelph, le 29 avril, le ministre de l'Agriculture a annoncé que le gouvernement fédéral verserait la même somme que le gouvernement provincial, soit 6.5 millions pour rénover le Collège vétérinaire de l'Ontario. Il a également annoncé la construction d'un laboratoire de pathologie animale, coûtant 5 millions, à l'Université de Guelph. En plus de desservir les éleveurs de la région, ce laboratoire servira à former des étudiants. Dans le cadre de nombreuses ententes agricoles fédérales-provinciales, le gouvernement fédéral favorise le développement du potentiel de production et de commercialisation de chaque région du pays.

Je n'ai pas le temps d'entrer dans tous les détails de ces programmes. Je voudrais toutefois mentionner quelques exemples montrant que le gouvernement respecte l'autorité et les talents des députés afin de répondre aux accusations injustifiées portées dans la motion du député.

*[Français]*

C'est faux, monsieur le Président, ce n'est pas vrai qu'on n'a pas aidé le développement économique, particulièrement en agriculture. S'il y a un secteur où ce n'est pas vrai, c'est bien en agriculture. Je pense qu'on n'a pas le droit en cette Chambre d'oser mentionner qu'on n'a rien fait pour l'agriculture dans le développement économique. S'il y a un secteur où on a eu des interventions, plus de 70 depuis le mois de septembre, c'est bien ce secteur-là, et je pense que c'est important qu'on le dise et que les gens écoutent et lisent le hansard, peu importe où ils sont, monsieur le président, qu'ils puissent lire le hansard demain, et j'espère qu'ils vont pouvoir le lire pour le savoir.

*[Traduction]*

Comme nous nous étions engagés, au cours de la campagne électorale, à réviser l'article 31 de la Loi de l'impôt sur le revenu, à revoir l'imposition des gains en capital sur les terres agricoles et à instaurer des agro-obligations pour faciliter le crédit agricole, le 25 février, le ministre des Finances a demandé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques de tenir des audiences sur ces trois questions fiscales. Le comité a présenté son rapport au début du mois dernier.

Les partis de l'opposition conviendront, je l'espère, que les observations et les recommandations du comité ont parfaitement démontré l'utilité d'une étude parlementaire sur une question aussi primordiale. Tous les intéressés ont eu l'occasion de faire connaître leur opinion sur ces trois questions et les députés qui siégeaient à ce comité ont analysé honnêtement la situation et présenté des recommandations vigoureuses.

*[Français]*

Nous n'avons pas laissé cela dans l'espace, nous nous étions engagés à étudier ces questions-là pendant la campagne électorale, mais on ne peut pas tout simplement claquer des doigts, déposer des projets de loi sans y avoir réfléchi, sans avoir consulté la population canadienne. Je peux vous dire, monsieur le Président, que personnellement, et les députés de mon parti avec qui je me suis assis pour consulter les associations de partout au Canada, les gens du Canada, ils avaient hâte d'être consultés, monsieur le Président. Quand cela fait 20 ans qu'on n'est pas consulté, on est content de voir des ministres qui s'assoient, un gouvernement qui s'assoit avec la population et qui leur demande ce qu'ils veulent, quels sont leurs véritables intérêts, quelles sont leurs aspirations, et qu'on puisse discuter